

Le Soudan meurtri par une guerre sans fin

Derrière une prétendue « guerre de généraux », le conflit soudanais plonge ses racines dans des décennies de marginalisation des périphéries, notamment au Darfour. Depuis 2023, cette guerre a provoqué une catastrophe humanitaire majeure. Jérôme Tubiana, conseiller aux opérations de Médecins sans frontières, en décrypte les ressorts.

Pouvez-vous expliquer la situation actuelle au Soudan, qui a conduit à la crise humanitaire que connaît le pays ?

Jérôme Tubiana : les médias en parlent surtout comme d'une « guerre entre deux généraux », donc pour le pouvoir. Quand ils vont un peu plus dans le détail, ils notent que le Soudan a été gouverné pendant trente ans par une dictature militaire et islamiste. Celle-ci a été renversée par une révolution, ou, plus précisément, par des manifestations de rue massives et pacifiques, qui ont abouti à un gouvernement civil en 2019, jusqu'à ce qu'en 2021 les militaires renversent les civils, avant de se battre entre eux.

En réalité, ce ne sont pas les seules manifestations qui ont renversé le président El-Béchir, ce sont ses généraux eux-mêmes. Ils n'ont pas laissé le pouvoir mais l'ont partagé avec les « civils », tout en conservant la haute main. En particulier, les civils n'ont jamais eu prise sur la violence et la guerre qui se sont poursuivies dans les périphéries du pays, et ont même choisi de laisser les militaires continuer à décider du sort de ces régions.

Un autre récit est nécessaire, plus exact, plus complexe, et qui reflète davantage le sentiment de la majorité des Soudanais, surtout ceux qui vivent en dehors

de la capitale (notamment au Darfour) et ont une expérience plus ancienne de la violence et des différentes forces en présence. Le Soudan est un pays très centralisé, souffrant d'un immense déséquilibre entre centre et périphéries. Ces inégalités géographiques sont aussi des inégalités entre communautés, qui deviennent de plus en plus tranchées entre communautés arabes et non arabes, à partir de l'indépendance en 1956. Elles sont alimentées par le racisme qui justifie la violence des régimes successifs vis-à-vis des communautés non arabes des périphéries.

Pourquoi le Darfour est-il particulièrement concerné ?

C'est dès les années 1950 qu'éclatent des rebellions non arabes dans les périphéries contre tous les pouvoirs centraux, d'abord au Soudan du Sud, puis, dans les années 1980, dans les régions méridionales du Soudan du centre (les monts Nuba, le Nil Bleu, l'Est), et en 2003, au Darfour.

En plus de l'armée, les régimes successifs mobilisent des milices arabes, en particulier au Darfour, et autorisent des violences de masse contre des communautés entières.

En 2005, un accord de paix censé être national ne mène en fait qu'à la sépara-

tion du Sud, qui a lieu en 2011. Les guerres continuent au Darfour, et reprennent dans les monts Nuba et au Nil Bleu. Les milices ne cessent de grossir et leur dernière version, en 2013, prend le nom de Forces de soutien rapide (FSR).

Les périphéries participent à la révolution de 2018, mais la transition démocratique y est invisible. À Khartoum, les partis politiques et des politiciens civils en exil s'érigent en représentants du mouvement populaire, mais abandonnent complètement les périphéries aux militaires, et particulièrement le Darfour aux milices : la violence s'y poursuit, voire y reprend.

A cette période, Hemetti, un chef de milice arabe du Darfour, devenu commandant des FSR, puis vice-président du Soudan, a besoin d'une base politique face à l'armée régulière, et estime que la violence qui perdure au Darfour est mise en œuvre par l'armée pour l'affaiblir. Il se rapproche alors de ses anciens ennemis, les rebelles du Darfour, et initie un accord de paix qui permet à une partie de la rébellion de rejoindre le gouvernement de transition. Pour autant, ces rebelles ne se rallient pas à lui.

Ce contexte permet de comprendre pourquoi la nouvelle guerre est bien plus qu'un conflit pour le pouvoir entre Hemetti et le chef de l'armée régulière, le général El-Burhan. Un conflit pour le pouvoir aurait pu se limiter à Khartoum. Pourquoi la guerre s'étend-elle immédiatement au Darfour, où il n'y a guère de pouvoir à conquérir ? Pourquoi les violences les plus intenses, les massacres, le ciblage ethnique s'observent-ils en majorité au Darfour ? Pourquoi la majorité des morts se compte-t-elle, très probablement, au

« Le Soudan est le théâtre de la plus grande crise de déplacement au monde, avec près de 11 millions de Soudanais déplacés (7 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et 4,5 millions de réfugiés dans les pays voisins), soit le quart de la population. »

« Depuis le début du conflit, l'ONU a compté plus de deux-cents attaques contre des établissements de santé, au cours desquelles plus de deux-mille personnes ont été tuées. En 2025, le Soudan représentait 82 % des décès mondiaux dus à des attaques contre des établissements de santé. »

Darfour ? On parle de cent-cinquante-mille morts au niveau national⁽¹⁾, mais il est possible qu'il y ait eu autant de morts que cela dans le seul Darfour, voire même dans la seule ville d'El-Fasher, la capitale historique de la région.

La principale réponse aux questions évoquées est que les FSR recrutent en grande partie au sein de milices et de communautés arabes du Darfour, qui ont leurs propres intérêts locaux. En particulier au Darfour occidental, leur conflit avec la communauté non arabe indigène, les Massalit, pour des questions foncières, est antérieur au régime d'El-Béchir : la nouvelle guerre a été l'occasion de consolider leur hégémonie locale. Dans cette région, les Massalit ont ainsi été victimes d'un premier massacre dès juin 2023, puis d'un second en novembre, le décompte des deux ayant été estimé entre dix et quinze-mille morts.

Durant la seconde moitié de 2023, les FSR ont pris le contrôle de quatre des cinq capitales des États qui constituent la région du Darfour. Le Darfour Nord a d'abord été épargné parce qu'il s'y était mis en place un pacte de non-agression : certains des anciens groupes rebelles qui avaient signé la paix, et s'étaient installés dans cette partie du Darfour, avaient décidé de rester neutres. Recrutant au sein des communautés non arabes, ils considéraient que l'armée et les FSR, historiquement alliées pour les combattre, étaient également leurs ennemis : il n'y avait donc aucune raison de prendre parti.

Mais le massacre des Massalit n'a pas été sans inquiéter d'autres communautés non arabes, en particulier les Zaghawa, la principale communauté parmi laquelle les rebelles recrutent. Cette communauté a fait pression sur les rebelles pour qu'ils renoncent à leur neutralité et défendent à la fois la ville d'El-Fasher et le territoire zaghawa contre toute tentative des FSR d'y prendre pied. En dehors des rebelles, des

civils zaghawa, y compris des femmes, ont constitué des forces d'autodéfense. C'est ainsi que les FSR ont décidé d'assiéger El-Fasher. Du fait de la résistance locale, ce siège a duré dix-huit mois, jusqu'à ce qu'en octobre 2025 les FSR parviennent à prendre la ville et s'y livrent, comme on le craignait, à un nouveau massacre, que l'ONU a qualifié de « génocide ».

Le même mois, les FSR ont à la fois intensifié leurs bombardements d'El-Fasher par des drones, tout en commençant à les utiliser contre d'autres poches qu'ils ne contrôlaient pas encore au Darfour. L'armée a aussi rattrapé son retard en la matière, si bien que le conflit est en train de muer en guerre de drones, et se poursuit ainsi non seulement au Darfour mais aussi au Kordofan du Sud et au Nil Bleu.

Comment le conflit affecte-t-il la vie quotidienne des civils ?

Le Soudan est le théâtre de la plus grande crise de déplacement au monde, avec plus de 11 millions de Soudanais déplacés (7 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et 4,5 millions de réfugiés dans les pays voisins), soit le quart de la population. À Tawila, au Darfour Nord, qui est aujourd'hui notre principal projet, nous avons vu le nombre de déplacés passer d'une centaine de milliers à 800 000 au cours du siège d'El-Fasher, comme si la ville entière avait déménagé dans un immense camp de branchages, lequel est aujourd'hui l'endroit le plus peuplé du Darfour Nord.

Comme cela avait été prévu, le siège d'El-Fasher a provoqué une famine, la première reconnue dans le cadre de cette guerre où, depuis, les poches de famine se multiplient. Parmi les déplacés examinés à Tawila après la chute d'El-Fasher, nous avons constaté des taux de malnutrition extrêmes : 63 % parmi les enfants de moins de 5 ans, et 50 % parmi les adultes. Dans l'ensemble du Soudan, nous avons pris en charge plus de 15 000 enfants malnutris, mais c'est une goutte d'eau : l'ONU estime à 4 millions le

nombre d'enfants qui auraient besoin d'un tel traitement en 2026.

Beaucoup de déplacés souffrent aussi de blessures liées à la violence : au cours du mois qui a suivi la chute d'El-Fasher, notre hôpital de Tawila a pris en charge 1 400 blessés et pratiqué plus de 400 interventions chirurgicales.

Au Darfour et dans l'est du Tchad, nous avons pris en charge environ 400 personnes blessées par des frappes de drones, entre février et avril. Selon l'ONU, ces attaques ont fait 880 victimes civiles entre janvier et avril.

Dans quel état se trouve le système de santé ? Quels sont les besoins médicaux les plus urgents sur le terrain ?

Le système de santé est dévasté. L'ONU estime que 37 % des établissements de santé sont hors service, mais ceux qui restent ouverts ne sont parfois que des bâtiments en ruines où travaillent des bénévoles dépourvus de médicaments. Beaucoup ont été touchés, voire ciblés, par des attaques : depuis le début du conflit, l'ONU a compté plus de deux-cents attaques contre des établissements de santé, au cours desquelles plus de deux-mille personnes ont été tuées. En 2025, le Sou-



© JÉRÔME TUBIANA

(1) Des chiffres qui datent déjà d'il y a deux ans.



Des blessés originaires d'El-Fasher soignés par le Dr Jiddu, directeur de l'hôpital militaire de Tawila, géré par la faction rebelle de l'Armée de libération du Soudan qui contrôle la région. Des centaines de blessés d'El-Fasher ont réussi à rejoindre Tawila par leurs propres moyens. Ils ont été touchés par des balles, des tirs d'artillerie ou des frappes de drones, que ce soit à El-Fasher ou pendant leur fuite. Certains ont été soignés dans des cliniques de fortune, à El-Fasher, et d'autres après leur arrivée à Tawila. Janvier 2026.

dan représentait 82 % des décès mondiaux dus à des attaques contre des établissements de santé.

Entre les blessés, la faim, l'accès à l'eau, qui a aussi des conséquences sur la santé, les épidémies qui se succèdent, nous nous battons pour tenter de répondre à tous les besoins en même temps. Mais au-delà des besoins médicaux, les priorités absolues devraient être la protection des populations civiles et le respect des droits humains, deux sujets sur lesquels les décideurs internationaux sont terriblement silencieux, tout comme sur la question des transferts d'armements.

Quels sont aujourd'hui les principaux obstacles à vos interventions ?

Le principal obstacle est le contexte même : dans une guerre où les civils, des

communautés entières et des infrastructures vitales sont une cible, les interventions médicales seules sont une réponse fatalement insatisfaisante.

L'insécurité est un obstacle, et l'accès particulièrement difficile notamment parce que depuis trois ans, le pays n'a plus qu'un seul aéroport civil ouvert, alors que jusque-là les opérations humanitaires étaient très dépendantes des vols intérieurs. La fragmentation du pays en zones de contrôle entre lesquelles il est difficile de circuler, les blocages physiques mais aussi administratifs, par exemple sur la délivrance de visas, compliquent encore les interventions, même si ce n'est pas une situation inhabituelle dans un pays en guerre. Peut-être plus gravement, on assiste à des tentatives de plus en plus flagrantes des belligérants d'instrumentaliser l'aide à des

fins politiques, avec notamment une pression des FSR pour que les organisations humanitaires s'enregistrent auprès de leur administration parallèle... Ceci dans le but de se prévaloir d'une forme de reconnaissance internationale.

Pourquoi cette crise reste-t-elle relativement peu médiatisée ? Quelles conséquences à cela ?

Les médias eux-mêmes justifient cela par la complexité de la crise, par une sorte de compétition avec d'autres crises ou un trop-plein de guerres en ce moment. Je pense qu'il y a aussi une hiérarchie, consciente ou non, qui place les conflits africains en bas de la pile des dossiers qui comptent, et ce n'est pas nouveau. On compare souvent la faiblesse de la couverture actuelle avec la brève mobilisation sur le conflit au Darfour il y a vingt ans, mais cette dernière était moins due aux médias qu'à des responsables politiques et à des mouvements étudiants, surtout aux États-Unis. Par ailleurs, cette mobilisation n'a en rien résolu le conflit, sinon nous n'en serions pas là aujourd'hui. L'absence de médiatisation est aujourd'hui une mauvaise excuse pour l'absence d'intérêt politique. D'autant qu'en vingt ans, tout un réseau de médias en ligne soudanais a vu le jour, qui nous offre une couverture du conflit d'une qualité et d'une précision sans précédent. ●

Propos recueillis par D&L

« Je pense qu'il y a une hiérarchie, consciente ou non, qui place les conflits africains en bas de la pile des dossiers qui comptent, et ce n'est pas nouveau. L'absence de médiatisation est aujourd'hui une mauvaise excuse pour l'absence d'intérêt politique. »